

que votre gouvernement s'est vendu aux impérialistes des États-Unis, qu'il a abandonné la charte des Nations Unies, qu'il a délibérément créé une mentalité de guerre, etc."

"Je rejette cette accusation de trahison, et je dis que la politique canadienne doit être changée si notre pays veut être sauvé du désastre."

Et dans une autre colonne:

"Nous, les communistes, n'avons pas besoin de démontrer que nous nous sommes toujours battus pour notre pays."

Si l'on se rend compte que "notre pays", dans leur bouche, veut dire "leur pays derrière le rideau de fer", en étudiant l'attitude que leurs chefs ont prise en Italie et en France, il ne peut y avoir de doute là-dessus.

Ils recommandent au Canada de rester tranquille, de permettre l'expansion de cette idéologie du terrorisme communiste et athée. Je sais que dans ma province, parmi les gens de ma race et de ma religion, on ne veut pas que se reproduisent ici les désastres qui sont survenus dans tant de pays européens, ni que se développe une situation qui a donné lieu, dans les autres démocraties d'Europe, à cette persécution religieuse dont tout le monde civilisé se scandalise.

Nous voulons la paix, mais pas celle de la persécution, de l'athéisme, des camps de concentration et des emprisonnements sans procès.

M. Robert Schuman, parlant au nom de son gouvernement, disait:

Aujourd'hui, nous obtenons ce que nous avons vainement espéré entre les deux guerres. Les États-Unis reconnaissent qu'il n'y a ni paix ni sécurité pour l'Amérique si l'Europe est en danger, ils nous offrent à la fois une aide immédiate dans l'organisation de notre défense militaire et une garantie d'assistance en cas de conflit.

Et il ajoutait:

Loin d'être en contradiction avec la charte, le pacte de l'Atlantique s'intègre dans le cadre de celle-ci. Il en est un complément nécessaire, il sert la même cause, celle de la paix et de la sécurité.

Il signale à l'attention des véritables citoyens français, ceux dont le patriotisme s'affirme contre toute idéologie, ceci:

Et puis n'est-il pas notoire que les alliés occidentaux se fiant à la victoire commune et à l'amitié née de la guerre, ont démobilisé leurs troupes et réduit leurs armements, alors qu'en Russie et dans les pays satellites, non seulement le potentiel de guerre a été maintenu, mais les troupes présentes sous les drapeaux n'ont subi aucune compression. Ce déséquilibre des forces, que ne justifie aucune circonstance exceptionnelle, pèse sur la sécurité et crée l'inquiétude. Ceci est d'autant plus compréhensible que ces forces s'entourent de mystère et se refusent à tout contrôle alors que les démocraties occidentales ne cachent rien ni de leurs effectifs ni de leurs armements.

Enfin et surtout, ces forces sont au service d'une idéologie qui ne dissimule pas sa volonté d'expansion

[Le très hon. M. St-Laurent.]

et qui depuis 1947 possède un puissant instrument, le Cominform, expression politique d'une alliance militaire.

Nous avons la même mentalité que nos ancêtres du vieux monde et, comme eux, je crois que nous sommes conscients de la situation que leurs journaux résumant comme suit. Je me permets de citer M. Frassart dans *L'Aurore France libre*:

Le pacte ne nous promet rien de mieux en somme que de vivre et de mourir dans notre religion, sous nos lois, dans une morale en tout cas qui ne prétend pas faire du mensonge un devoir d'état, de la délation un devoir de famille, et de la terreur policière un moyen d'émancipation sociale.

Évidemment, monsieur l'Orateur, nous serions plus satisfaits s'il n'était pas nécessaire de songer à des alliances pour nous assurer la paix. Mais nous avons besoin d'une sécurité ferme pour nous-mêmes, pour nos familles et les familles de nos enfants. Je crois que nous n'obtiendrons cette sécurité que par une entente conclue en vue de la paix entre ces grandes nations qui ont l'habitude de respecter leurs engagements, et dont la puissance militaire et industrielle est suffisante pour qu'aucun agresseur ne songe, à la légère, à entreprendre de les dominer.

On a accepté avec enthousiasme, chez nous, la charte des Nations Unies. Le pacte actuel comporte des obligations morales pour nous, mais les obligations expresses que comportent ses termes sont moins formelles que celles du pacte des Nations Unies.

En effet, par le pacte des Nations Unies nous nous étions engagés, avec l'approbation de ce Parlement et de la nation, à exécuter les décisions du Conseil de sécurité où nous pouvions être consultés sans doute, mais où la majorité aurait rendu la décision.

Par le pacte actuel, nous promettons de considérer comme une agression contre nous une agression contre le territoire de tout signataire, mais nous nous réservons le droit de décider par nous-mêmes, en ce Parlement canadien, la forme et la mesure de notre participation aux hostilités, et à quel moment nous la ferons.

C'est un pacte de sécurité mutuelle, mais un pacte qui en aucune occasion ne peut servir de prétexte à une agression offensive. Nous le signons comme pacte de défense contre une agression, et je suis sûr qu'aucun Canadien ne voudrait qu'il serve d'instrument d'agression offensive contre qui que ce soit. Aucun des membres de cet organisme ne voudra s'en servir, comme les communistes nous reprochent de vouloir le faire, comme *green light* pour faire tomber sur eux des bombes atomiques.

Nous voulons éviter la guerre. Nous voulons résister à toute agression; mais si jamais,—